La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° 1154 - juin 2014 **SOMMAIRE :**

PRIX EN FRANCE 2,20 € ISSN : 2117-5047 *commission paritaire N°0418 I 83051*



La sombre clarté du ciel européen

Le mois dernier, dans la dernière partie de mon article *Le rêve et la réalité*, je m'interrogeais sur la confiance qu'on pouvait accorder aux annonces de "démocratisation" du fonctionnement des instances européennes. En particulier sur le mode de désignation du président de la Commission : il devait dorénavant être tout simplement le chef de file du parti sorti vainqueur des élections, les chefs d'État ou de gouvernement ne faisant que tenir compte du résultat des élections européennes. On s'attendait donc à ce que le nouveau président soit le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, le leader choisi par le groupe conservateur majoritaire au parlement européen. Mais qu'apprenons-nous[1] quinze jours après les dernières élections ? Que la Chancelière Angela Merkel, (pourtant favorable au nouveau mode de désignation du président de la Commission), au cours d'une "opportune" promenade en barque sur un lac suédois, a rencontré le premier ministre britannique David Cameron et ses alliés anti-Juncker, le Néerlandais Mark Rutte et le premier ministre Suédois Frédrik Reinfeld.

D'entrée de jeu Cameron a frappé fort en faisant planer la menace d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne si Juncker, *«un homme du passé»*, *«représentant une Europe centralisée et tatillonne»* était nommé président de la Commission européenne. À quoi Merkel a dignement répliqué : *«Nous ne pouvons reléguer au second plan la question de l'esprit européen. Les menaces ne font pas partie intégrante de cet esprit. Ce n'est pas comme cela que nous avons l'habitude de procéder»*[2]. Comme si les Anglais avaient un jour été européens et comme si les autorités européennes avaient un jour respecté les résultats des référendums qui ne leur convenaient pas…!

Décodage : Cameron ne veut pas entendre parler de Juncker qui est fédéraliste et grand défenseur de l'union monétaire alors que, comme les milieux économiques britanniques, il est personnellement hostile à un retrait de l'UE qui affaiblirait la puissance financière de la City. De leur côté Merkel et l'Allemagne ont trouvé en Cameron un allié libéral *«sans qui l'Union européenne serait, dans son ensemble, plus protectionniste, encore plus réglementée, pour ne pas dire franchement plus française»*[3].

Mais surtout, Angela Merkel sait que le soutien de Cameron sera bien plus fort que celui de Hollande dans les négociations sur l'accord TAFTA[4].

Mais il faut sauver les apparences. Donc la Chancelière a réaffirmé : *«J'ai dit que M. Juncker était mon candidat, que je souhaite qu'il soit le président de la Commission. Je l'ai dit en Allemagne, je le répète»*

Dénouement : peut-être au sommet européen des 26 et 27 juin.

Mais quoi qu'il en soit, dans l'Union européenne, la "démocratie" n'est vraiment pas démocratique.

Remèdes à l'américaine

En février dernier, François Hollande a reçu à l'Elysée 34 PDG pour donner leur avis sur l'attractivité de la France. Parmi eux figurait l'Américain Mark Weinberger, PDG du groupe de conseils EY Global. Fiscaliste, il fut secrétaire adjoint du département du Trésor, chargé de la politique fiscale dans le gouvernement Bush. Il avait auparavant été nommé par Clinton au Comité consultatif de la Sécurité sociale des États-Unis. Le groupe qu'il dirige actuellement occupe 175.000 personnes et fait un chiffre d'affaires de 19 milliards d'euros. Encore une idée bizarre du président de notre République que celle de consulter sur l'attractivité de notre pays une telle personnalité : on se doutait bien des propositions qu'il allait faire ! Et ce fut bien ce à quoi on s'attendait : réduction des prélèvements obligatoires accompagnée d'une forte baisse des dépenses publiques, réduction du coût du travail associée à une plus grande flexibilité ce qui peut avoir un fort impact sur le chômage et les inégalités …credo ultra libéral connu ! Et, cerise sur le gâteau, Weinberger ajouta : *«en Europe tout le monde regarde la France, car des trois grandes économies européenne, elle est la seule à ne pas avoir entamé son redressement. Ce sera le point de bascule de l'Europe»*. Un journaliste[5] osa une remarque perfide : *«De leur côté les Etats-Unis ont retrouvé la croissance mais pas le plein emploi…»*.

La réponse fut nette et devrait faire réfléchir nos chers économistes. En bref, la situation est celle-ci : malgré une croissance forte et soutenue, une énergie bon marché et une inflation faible, les salaires ne progressent pas et le chômage reste plus important que ce que disent les chiffres officiels et le nombre de personnes qui ont arrêté de chercher du travail est à son plus haut niveau depuis 35 ans. Or, salaires faibles et chômage nuisent à la consommation, donc à l'ensemble de l'économie. Weinberger, en donne les raisons : le changement dans la nature des emplois, les nouvelles technologies, qui ont un contenu en emplois bien plus faible que dans l'industrie, et la mondialisation des "talents" : on en trouve partout y compris de très bien formés. Il n'est donc pas étonnant que chez Apple les gens soient bien mieux payés que chez General Motors et qu'ils soient aussi beaucoup moins nombreux…

Mais ces évidences-là, on semble ne pas les avoir encore découvertes du côté du gouvernement !

Jean-Pierre MON

1 *Le Monde*, 11/6/2014.

2 *Le Monde*, 12/6/2014.

3 *Die Zeit*, 5/6/2014.

4 Sur ce menaçant accord de libre échange transatlantique entre l'UE et les États-Unis, lire *TAFTA ou la démocratie en grave danger*, par Ch.Aubin, *GR 1150 p.3*.

5 *Le Monde, Economie et entreprise*, 28/5/2014.

Invitée pour répondre aux questions du public après la projection du film LA DETTE, Marie-Louise DUBOIN est revenue de Colmar beaucoup plus optimiste qu'en partant. Elle nous dit ici pour quelles raisons :

Tricotons notre avenir

Tout un programme ! Comment ne pas y souscrire quand on cherche à contribuer à l'invention d'une véritable démocratie en économie ? J'avais donc accepté la proposition des organisateurs qui avaient choisi ce thème pour la foire Éco Bio d'Alsace, à Colmar, ce premier week-end de juin.

Ce n'était pas la première fois qu'on me proposait d'intervenir dans une "foire bio"… mais je me rappelais la déception d'avoir rencontré, dans d'autres foire bio, une majorité de gens venus uniquement pour faire des achats et des exposants motivés surtout par la recherche de bonnes affaires. Je garde même un assez mauvais souvenir de celle de Villeneuve-sur-Lot, où ma rencontre avec Pierre Rabhi avait été fort décevante : comme j'ai beaucoup aimé le livre qu'il venait alors de publier, je l'ai abordé avec enthousiasme en lui disant combien j'avais été sensible à l'amour de la terre qu'il y exprimait ; et dans mon élan, je lui ai offert un exemplaire de mon roman d'anticipation *Les Affranchis,* que j'avais même pris soin de lui dédicacer. Or il a refusé mon livre, froidement, en disant qu'il ne lisait pas de "théorie"…et il m'a tourné le dos, me laissant plutôt bouche bée ! Et puis c'est en Alsace, il y a une dizaine d'années, que des personnes que je croyais d'esprit très ouvert, ont rejeté l'idée d'écrire dans *La Grande Relève* sous prétexte que pour elles il n'y a de vrai que le concret, ce qui est écrit n'est que du vent… Bref, en partant pour Colmar, je n'étais pas vraiment optimiste ! !

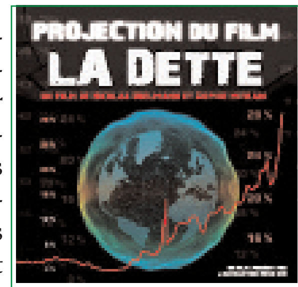
Quelle erreur ! La foire Éco Bio d'Alsace est bien autre chose qu'une simple foire ! Bien sûr, c'est un marché où on peut acheter, à des prix très divers, pas forcément bas, une foule de choses qu'on trouve difficilement ailleurs : des fruits, des légumes, de la nourriture issus de fermes dont les méthodes de production se veulent biologiquement propres, soucieuses de la terre, de l'environnement et des animaux; on y trouve aussi des semences de plantes oubliées, devenues rares, des produits de soins (tels que des huiles essentielles) tirés de la nature en principe sans apports chimiques, etc… Et en plus, la foule d'inventions qui y sont présentées révèle une mine insoupçonnée d'innovations, souvent astucieuses, saines et intelligentes.

Mais c'est bien plus ! Car autour d'un thème choisi, ce sont, pendant quatre jours, des ateliers, des conférences, des projections de films suivies de débats avec la salle, du théâtre, des concerts, de sorte qu'au souci primaire de chercher comment mieux nourrir son corps, s'ajoute un indispensable complément, celui de nourir son esprit, de l'entraîner à réfléchir en rencontrant les autres. Qu'on en juge par ces extraits de la présentation de ces rencontres :

«Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, nous pensions être dans une dynamique qui nous conduisait progressivement vers le bien-être de tous. Or, ces dernières décennies, la mondialisation néolibérale qui a colonisé nos esprits a engendré un véritable "détricotage" du bien-vivre ensemble avec notre planète.

Comment est-il possible que de plus en plus de personnes ne mangent pas à leur faim, y compris en Europe, alors que plus de 40% de la nourriture produite termine à la poubelle ?… Pourquoi le modèle de l'agriculture industrielle continue-t-il à s'imposer… alors qu'on découvre chaque jour les catastrophes qu'il engendre ? Que dire des multinationales prédatrices qui exploitent un pays sans reverser d'impôts, pour le quitter dès que de meilleures conditions apparaissent pour elles ailleurs ? … Que penser du pouvoir de manipulation de la publicité qui nous vend des gadgets en réponse à notre besoin de lien et de sens ?…

Les grands penseurs et humanistes qui viennent de nous quitter, tels que Théodore Monod, l'Abbé Pierre, Stéphane Hessel, André Gorz et Albert Jacquard, n'ont eu de cesse de nous alerter, d'éveiller nos consciences à ce processus en cours de marchandisation du monde. Comme l'a écrit André Gorz : «Nous semblons attendre misérablement de l'avenir qu'il nous restitue le passé, alors que nous devrions plutôt rompre avec cette société qui meurt et qui ne renaîtra plus»

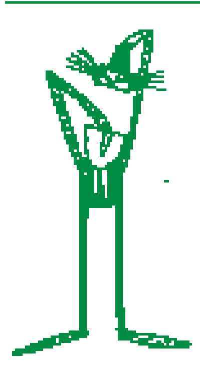


pour se procurer le DVD de ce film de N. Ubelmann et S.Mitrani
www.ladettelefilm.com

Au cours du débat qui suivit la projection du film LA DETTE, une question a été posée : *Peut-on imaginer une société sans dette ?* Nous, distributistes, y répondons OUI ! Mais quand un économiste, bien qu'atterré, trouve tout à fait normal que les banques ponctionnent un intérêt proportionnel aux sommes qu'elles manipulent, on comprend qu'il faut faire un bel effort !

Un dernier commentaire : cette foire Éco Bio d'Alsace a attiré environ 40.000 personnes, son intendance a donc été un gros travail. Or ce gros travail a été assumé **BÉNÉVOLEMENT** par une centaine de personnes. C'est la réponse manifeste à ceux qui prétendent que si chacun avait un revenu garanti, plus personne ne voudrait travailler…

M.-L. D.



En montrant que la dette façonne l'humanité depuis 5.000 ans, et participe de tous les processus de domination, un ouvrage récemment publié par David Graeber est pour **BERNARD BLAVETTE** *une formidable mine de réflexions :*

Dette et domination

La question de "la dette" occupe une place centrale dans le débat politique contemporain : dette des États, dette des entreprises, dette des particuliers souvent qualifiés de surendettés… Pourtant nous avons toujours tendance à penser que le monde qui nous entoure est parfaitement inédit, et personne ne semble réaliser que "la dette" accompagne l'humanité depuis la nuit des temps.

DAVID GRAEBER
DETTE
5000 ANS D'HISTOIRE
UN LIVRE DÉJÀ CULTE
plus de 100 000 exemplaires vendus aux États-Unis

Dans son ouvrage *Dette, 5000 ans d'histoire*, d'une érudition étourdissante, l'anthropologue et économiste étasunien DAVID GRAEBER nous conte comment "la dette" façonne l'humanité depuis toujours, comment elle participe au long de l'histoire de tous les processus de domination*.

* David Graeber «*Dette, 5000 ans d'histoire*» - Ed. *Les Liens qui Libèrent* (Sept. 2013). Sauf indications contraires, les informations contenues dans ce texte sont extraites de cet ouvrage. Cependant je me permets parfois de prolonger le raisonnement par des interprétations et des rapprochements personnels. Le livre comporte aussi de passionnants développements sur l'origine de la monnaie qui ne sont pas approfondis ici, car je souhaite me concentrer sur le couple dette/domination.

LA "DETTE PRIMORDIALE"

Au commencement étaient les dieux, qui créèrent l'univers, et qui, insufflant vie à la matière, donnèrent naissance à l'espèce humaine, et ce faisant, instituèrent aussi «la dette». En fait, la plupart des religions assimilent la naissance à la vie à une dette que chaque individu doit au grand tout cosmique. Les poèmes védiques les plus anciens écrits en Inde vers 1500 avant notre ère font une référence constante à la dette assimilée à la culpabilité et au péché. Selon le sociologue anglais Geoffrey Ingham, cité par Graeber, «*dans toutes les langues indo-européennes, les mots en rapport avec la dette sont synonymes de ceux qui veulent dire péché. Ainsi le sacrifice que l'on doit aux dieux se dit Geild en vieil anglais, et la culpabilité guilt*». Pour les Brahmanas[1] l'existence humaine est en elle-même une sorte de dette primordiale : «*L'homme aussitôt qu'il naît, naît en personne comme une dette due à la mort. Quand il sacrifie, il rachète sa personne à la mort*». Aujourd'hui encore les chrétiens chantent «*Alléluia, remercions Dieu pour nous avoir donné la vie*»… Cette dette est par nature irréductible puisqu'elle repose sur ce qu'il y a de plus fondamental : la vie. Prières, offrandes, sacrifices, rien n'y fait, elle accompagnera chaque être humain jusqu'à sa mort, et assurera ainsi la domination des castes de prêtres, de guerriers, de grands propriétaires, et de nobles associés[2]. C'est pour cela que les religions condamnent fermement le suicide qui représente, insulte suprême, le refus du présent des dieux, de la dette qui leur est due, et de toutes formes de dominations[3]. Les prêtres et les rois qui déclarent détenir leur pouvoir du divin, prennent en charge l'administration de cette dette primordiale et transfèrent la dette due aux dieux en dette perpétuelle vis-à-vis de la société qui est censée protéger notre existence individuelle.

INVENTION DU PRÊT À INTÉRÊTS

C'est en Mésopotamie que sont apparues, 5.000 ans avant notre ère, les premières citées-États, notamment à Sumer. Elles étaient dominées par des temples géants qui concentraient toutes les offrandes destinées aux dieux. Il s'agissait d'institutions s'apparentant à des complexes industriels colossaux qui employaient des milliers de personnes appartenant à tous les corps de métiers (tisserands, bergers, prêtres-administrateurs…), possédaient d'immenses troupeaux et de larges étendues de terres et régissaient en fait l'économie de la cité. Les administrateurs des temples imaginèrent alors de prêter les produits de leurs productions (laine, cuir…) à des caravaniers qui partaient à l'étranger les échanger notamment contre le métal et le bois dont la Mésopotamie est dépourvue. Les temples prenaient au passage leur part des profits résultant de ce commerce en inventant du même coup le prêt avec intérêts qui devait par la suite engendrer d'interminables débats entre philosophes et théologiens sur la légitimité de cette pratique[4]. Aristote condamne fermement ce qu'il nomme la chrématistique c'est-à-dire l'art d'accumuler des richesses pour elles-mêmes, et notamment l'usure qui

permet de «faire de l'argent avec de l'argent». La religion chrétienne adoptera longtemps la même position, jusqu'à ce que la Réforme, particulièrement avec Calvin, commence à admettre qu'un taux d'intérêt raisonnable (en général 5%) n'est pas un péché.

DE L'OFFRANDE À L'IMPÔT

Vers 2500 ans avant J.C., les rois vont imiter les prêtres en prenant en charge pour leur propre compte l'administration de la dette primordiale, essentiellement dans le but de financer les armées. Les offrandes destinées aux dieux vont se transformer en impôts dus à la société qui nous fait vivre. Mais il s'agit alors de transformer une obligation morale vis-à-vis des dieux en une somme précise due à l'État, ce qui implique une échelle de mesure, un étalonnage, bref une monnaie. En fait la monnaie sera tout ce que l'État accepte en paiement de l'impôt, et qui sera alors reconnu par l'ensemble de la société comme moyen de paiement des dettes privées : des têtes de bétail, une mesure de céréales ou des morceaux de métal d'un poids précis, plus facilement manipulables.

LA DETTE DÉSINTÈGRE LA SOCIÉTÉ

On voit donc que suivant la théorie de «*la dette primordiale*» la dette précède la monnaie, cette dernière n'étant qu'un moyen de se libérer de ce qui est dû, d'une obligation, d'une domination. Car la dette implique inévitablement la domination du créancier sur le débiteur. Ce dernier vit dans une angoisse perpétuelle : le paysan qui subit une mauvaise récolte, qui est atteint par la maladie risque de ne pouvoir rembourser le créancier qui lui a fourni des semences, de l'eau d'irrigation… Le riche marchand ou l'administrateur peut alors s'approprier peu à peu les biens du débiteur, les membres de sa famille, femmes et enfants, et dans les cas extrêmes jusqu'à l'emprunteur lui-même qui seront bientôt réduits en esclavage, contraints à servir à perpétuité dans la maison du créancier. Comme le précise Graeber «*On peut imaginer ce que cela signifiait émotionnellement pour un père dans une société patriarcale, où la capacité d'un homme à protéger l'honneur de sa famille est tout. Tel a pourtant été le sens de la monnaie et de la dette pour la majorité des gens pendant l'essentiel de l'histoire de l'humanité : la perspective terrifiante de voir les fils et filles emmenés dans des maisons étrangères pour être soumis à toutes les formes de violences et d'abus concevables tandis que les parents attendaient impuissants en fuyant le regard des voisins*». La dette devient alors un puissant facteur de désagrégation sociale : familles brisées, terres plus ou moins abandonnées… Bien souvent aussi, les fermiers, incapables de rembourser leurs dettes, prenaient la fuite rejoignant des bandes semi-nomades qui écumaient et pillaient la région, faisant régner une insécurité endémique.

> *L'histoire montre que le meilleur moyen de justifier des relations fondées sur la violence, de les faire passer pour morales, est de les recadrer en termes de dettes – cela crée aussitôt l'illusion que c'est la victime qui commet un méfait.*
>
> **DAVID GRAEBER**

LIBÉRER LA SOCIÉTÉ DE SA DETTE

Très tôt les prêtres et les rois réalisèrent les graves dangers que comportait le fait de laisser l'endettement se développer de manière incontrôlée. Confrontés au risque d'un effondrement général de la société, les pouvoirs sumériens, babyloniens, égyptiens introduisirent la pratique d'une annulation périodique de toutes les dettes contractées pour la consommation (à l'exclusion des dettes commerciales), souvent tous les 7 ans. Les tablettes sur lesquelles on avait tenu les comptes étaient alors détruites en grande cérémonie, un décret rendait les terres à leurs propriétaires initiaux en autorisant toutes les personnes détenues pour dettes à rentrer dans leur foyer. Et Graeber note que le mot «liberté», dans la Bible comme en Mésopotamie signifiait avant tout «libération des effets de la dette».
Ainsi dès l'Antiquité «la dette» n'a cessé de nourrir la peur et l'angoisse des hommes, de servir de justificatif aux pratiques de domination les plus abominables, tout particulièrement l'esclavage.

GESTATION DU CAPITALISME

Mais par la suite elle devait jouer un rôle central dans l'apparition du capitalisme, le système sociétal le plus inique qui soit car il est organisé par essence autour de la violence exacerbée et de l'asservissement, car il a semé le chaos à l'échelle d'un monde.
En 1492 Christophe Colomb découvre l'Amérique, un continent neuf, gorgé de richesses, habité par des populations clairsemées, munies d'armes primitives…
Cortès entreprend la conquête du Pérou et du Mexique, et dès la chute de l'empire aztèque • • •

• • • en 1521, l'extraction des métaux précieux commence dans des conditions effroyables pour les populations locales. Comme le souligne Graeber «*avec les conquistadors, nous ne parlons pas seulement de cupidité ordinaire, mais de cupidité portée à des proportions mythiques*» et les historiens discutent toujours pour comprendre l'origine non seulement de cette «folie de l'or» mais aussi de l'incroyable cruauté qui poussait ces hommes se disant chrétiens «*à donner des bébés à manger aux chiens, ou à essayer leurs épées en éviscérant au hasard les passants dans la rue*»[5]. Mais nombreux sont les chercheurs qui s'accordent à penser que ce délire collectif trouve son origine dans l'endettement généralisé des élites européennes de l'époque.

ENDETTEMENTS GÉNÉRALISÉS

Endettement des rois tout d'abord, du fait des dépenses militaires inhérentes aux guerres incessantes qui ravagent le continent. Charles Quint par exemple était très largement endetté vis-à-vis des banques de Florence, de Gênes, et de Naples, et on estime généralement que les seuls métaux précieux venus des Amériques représentaient près de 25% de ses revenus.

Par ailleurs et d'une manière générale, la noblesse mène un train de vie fort dispendieux, largement au-dessus de ses moyens, notamment du fait de l'engouement frénétique pour les produits venus de l'Extrême-Orient (épices, soieries, porcelaine…) dont Vasco de Gama a ouvert la route en pénétrant dans l'océan Indien en 1498. Une large proportion de l'or américain va donc partir pour la Chine et le commerce asiatique va devenir un élément essentiel de l'économie du monde et du capitalisme émergent. Les marchands, les banquiers italiens et néerlandais vont alors s'enrichir prodigieusement et les populations ordinaires européennes n'apercevront les richesses du nouveau monde qu'à travers le train de vie fastueux des dominants de l'époque.

Mais l'Église catholique aussi va se montrer avide de l'or américain car elle mène une lutte sans merci contre la Réforme et doit financer d'une part son influence politique, mais aussi sa propagande vis-à-vis des peuples. La contre-Réforme va se traduire par le développement du style baroque qui se caractérise par la magnificence des églises dont la décoration et plus particulièrement les autels vont se couvrir d'or et intégrer nombre d'objets de culte en métal précieux, les dignitaires revêtant les fameuses «chasubles d'or» qui deviendront par la suite les symboles du divorce entre l'église catholique et le peuple[6]. Il s'agissait dans l'esprit de la bureaucratie catholique de montrer sa puissance, et aussi de donner aux fidèles un avant-goût des beautés du royaume de Dieu auquel ils pouvaient espérer prétendre après la mort en demeurant dans le giron de l'Église Catholique Apostolique et Romaine.

Enfin les Conquistadors eux-mêmes sont le plus souvent des nobles désargentés, endettés et Hernan Cortès tout particulièrement. Lorsqu'ils atteignent le nouveau continent, jouant le tout pour le tout en parieurs téméraires, ils brûlent leurs vaisseaux signifiant ainsi qu'aucun retour n'est concevable : le remboursement des dettes et la richesse ou la mort. S'ensuivra une guerre atroce ou peut-être 100.000 Aztèques seront massacrés. Pourtant, malgré sa victoire et l'immensité des richesses accumulées, Cortès et ses lieutenants, pris d'une folie de luxe et de dépenses, seront perpétuellement endettés ce qui les poussera dans une quête infinie de nouveaux trésors, préfigurant en quelque sorte la démesure capitaliste.

PRESSION JUSQU'AU GÉNOCIDE

La pression sur les malheureuses populations autochtones américaines sera donc énorme, elle ira jusqu'au génocide, conséquence directe des dettes accumulées par les dominants européens.

Et pourtant la tragédie américaine ne s'arrête pas ici, car les immenses terres vierges ne demandent qu'à être mises en valeur, cultivées, et pour cela il faut de la main d'œuvre, de préférence peu coûteuse. Les grandes plantations du sud vont résoudre la question de deux manières : les travailleurs sous contrat, et l'importation d'esclaves africains. Les premiers étaient généralement des européens misérables à qui on offrait une somme d'argent d'avance et qui contractaient un engagement pouvant aller jusqu'à dix ans pour rembourser leur emprunt. En pratique, la dette n'était le plus souvent jamais éteinte, du fait de l'obligation d'acheter les denrées nécessaires à la vie *dans les magasins du créancier* à des prix exorbitants.

Cette pratique était loin d'être marginale puisqu'on estime que dans les années 1600 il y avait parfois autant de débiteurs blancs que d'esclaves noirs dans les plantations.

Mais la grande affaire, celle qui va générer d'immenses profits, qui va donner un coup d'accélérateur au capitalisme naissant, c'est, bien sûr, la traite négrière.

Ce que l'on sait moins, c'est que l'immense majorité des captifs africains ont été emmenés sous le prétexte d'une dette vis-à-vis d'un roi ou d'un riche marchand local.

la dette aujourd'hui

À ce stade de notre réflexion, il faut bien constater que le capitalisme s'est imposé à l'échelle du monde par deux grand massacres, dont les proportions génocidaires ne sont comparables qu'à la Shoa perpétrée par les nazis : l'extermination et l'asservissement des populations autochtones américaines et la traite des noirs. Dans les deux cas, la dette joue un rôle central dans les processus de domination.
Nombreux sont ceux qui diront que tout cela est du passé, que la civilisation a progressé, que les droits de l'homme et la démocratie se sont imposés. Pourtant, David Graeber pose une question à mon sens très pertinente : que se passerait-il si demain des extra-terrestres, disposant d'armes invincibles, réclamaient qu'on leur livre des êtres humains en échange d'objets produits par leur technologie avancée? Certains ne suggèreraient-ils pas de vider les prisons, de se débarrasser avec profit des pauvres, des marginaux, des rebelles ?
Aujourd'hui la dette est plus présente que jamais. Elle est le pivot de l'économie-monde, elle imprègne nos esprits, influence nos décisions, dicte nos comportements… Les pays pauvres du sud, qui ont été incités à s'endetter par la violence et la corruption de leurs dirigeants, sont maintenus dans la misère par les créanciers des puissances dominantes. Les travailleurs pauvres du sud, dont la différence de conditions avec les esclaves du passé n'est qu'une affaire de nuances, fabriquent à bas prix toute la bimbeloterie, toute la "quincaillerie" que fait miroiter notre société d'hyperconsommation. Une large part de nos déchets toxiques va s'enfouir, plus ou moins clandestinement, dans les forêts et les eaux territoriales de tous ces États déstructurés où les contrôles sont inexistants : la remarque «*de toute façon c'est moins grave pour eux parce qu'ils ont une espérance de vie bien moins élevée que la nôtre*» fait partie du cynisme ordinaire.
Récemment, l'oligarchie dominante s'est avisée que la dette était une arme lui permettant aussi d'asservir les peuples de l'Union Européenne, et les plus vulnérables, tels que Grèce, Portugal, ont déjà été mis à genoux. Simultanément les États du cœur de l'Europe, où la résistance est jugée plus forte, sont soumis à des attaques sournoises visant à éroder graduellement les principes les plus élémentaires de la démocratie, ainsi que les droits sociaux.
Enfin, au niveau individuel, chacun est poussé à s'endetter pour des achats souvent inutiles : «*Vous n'en n'avez pas besoin, mais vous en avez tellement envie !*» susurre la publicité qui nous invite ainsi à nous prosterner devant la dernière merveille informatique. Et ainsi, le taux moyen d'endettement des ménages étasuniens est estimé aujourd'hui à 130% de leurs revenus.
Endetté, l'individu devient veule, craintif, il est soumis à l'État, à son employeur qui lui procure l'indispensable salaire, au point que l'idée même que le monde pourrait être différent ne lui apparaît plus que comme un vain fantasme.
Alors la boucle est bouclée, la planète est cadenassée par la peur et la dette.

La vraie bonne question actuelle

Nous devons maintenant nous poser une question : un monde sans dette est-il concevable ? La réponse est positive, mais au terme d'un cheminement impliquant la participation active des membres de notre société.
Il faut, avant tout, démystifier la propagande assénée quotidiennement par les médias de masse. Il est, en particulier, un mensonge éhonté qu'il faut dénoncer en priorité : le discours récurrent qui assimile la dette d'un État à celle d'un ménage qui vivrait au-dessus de ses moyens. Il s'agit de l'un de ces raisonnements qui semblent de bon sens et qui pourtant sont faux. La différence, à ce sujet, entre un ménage et un État réside tout simplement dans le fait que le premier n'est pas maître de ses revenus, parce qu'ils reposent généralement sur les salaires imposés par les employeurs, alors que l'État possède le pouvoir, notamment par l'impôt, de fixer ses ressources. Disons-le simplement : la dette d'un État est constituée des richesses qu'il ne veut pas, ou qu'il n'ose pas imposer. Ainsi, en France, l'évasion annuelle vers les paradis fiscaux est estimée au minimum à 50 milliards d'euros; les grandes entreprises du CAC 40, grâce à «*l'optimisation de la politique fiscale*», payent en moyenne 8% d'impôts sur les bénéfices au lieu du taux normal de 33%, et certaines sociétés (la librairie en ligne Amazone, Google, la chaîne de rerstauration Starbucks Coffee…) parviennent à ne rien payer du tout du fait de savants montages financiers à base de domiciliations factices dans les paradis fiscaux et de «*sociétés écrans*»[7]. La France du "socialiste" Hollande, et la plupart des autres États, ferment pudiquement les yeux sur ces pratiques et se trouvent donc forcés d'emprunter les recettes fiscales manquantes. La dette qui nous écrase n'a pas d'autre origine.
Au lecteur qui découvrirait ce journal par hasard et qui aurait sûrement un doute : quel est ce petit journal, *La Grande Relève* et qui est cet inconnu, Bernard Blavette, qui prétendent • • •

● ● ● démentir les grands prêtres de l'information, Pujadas et consort ? … Je réponds simplement: la seule opinion vraiment crédible est celle que vous vous formerez vous-même au terme d'une collecte personnelle d'informations provenant de sources diverses que vous pouvez croiser, comparer entre elles. Seule une démarche d'écoute et de recherche permanente, venue de chacun d'entre nous, peut nous permettre d'étayer un jugement qui soit réellement le nôtre, qui ne soit pas suggéré par la vulgate dominante. Cela est souvent difficile, après une journée de travail, au milieu des multiples tracas du quotidien, mais c'est indispensable. On me pardonnera, je l'espère, ce petit couplet «donneur de leçons» mais l'enjeu est de taille : une démocratie véritable ne peut fonctionner que si elle est composée d'individus suffisamment au fait des affaires publiques pour être en mesure de participer utilement au débat démocratique, en déjouant les pièges de la propagande, en se dégageant des certitudes simplistes.

Notre destin est entre les mains de chacun d'entre nous et nul sauveur, nul homme ou Parti providentiels ne sont à attendre : soit nous parvenons, par une intense volonté d'émancipation de chacun, à nous extraire de cette domination que notre espèce subit depuis des millénaires et nous parvenons à construire une société libérée de "la dette", soit nous risquons fort de donner corps à cette sombre vision de Shakespeare : *«Le temps viendra où l'humanité se dévorera elle-même comme les monstres des profondeurs»*[8].

Bernard BLAVETTE

Notes et références :

1• Les Brahmanas sont des commentaires en prose sur les poèmes védiques rédigés entre les Xème et VIème siècles avant notre ère.
2• Cette «*Théorie de la dette primordiale*» a été principalement élaborée en France par des anthropologues, des historiens de l'antiquité, réunis autour des économistes Michel Aglietta et André Orléan.
Lire notamment *La violence de la monnaie* éd. PUF, 1992.
3• Ainsi, pour Albert Camus, le suicide constitue l'acte révolutionnaire suprême.
4• Pour ceux qui souhaitent s'informer plus en détail sur la civilisation sumérienne lire *L'histoire commence à Sumer* de l'historien étasunien Samuel Noah Kramer.
éd. Flammarion – Champs/Histoire, 1993. Un grand classique.
5• Lire *La conquête de l'Amérique. La question de l'autre* par Tzvetan Todorov – éd. du Seuil - Points Essais, 1991.
6• Voir notamment *Le chants des canuts*, écrit en 1894 par Aristide Bruant.
7• Les chiffres énoncés ici proviennent de documents publiés par l'association ATTAC et Les Economistes Atterrés.
Le chiffre de l'évasion fiscale cité constitue l'évaluation la plus basse ; la réalité approche fort probablement les 100 milliards d'euros.
"L'optimisation de la politique fiscale" consiste à tirer parti de failles (souvent volontaires) des textes de lois pour minimiser, en toute légalité, l'impôt sur les bénéfices des sociétés.
8• dans *Le roi Lear* - Acte IV, scène II.

La hausse de la dette publique de la France provient pour l'essentiel des cadeaux fiscaux et des taux d'intérêt

Contrairement à ce que fait croire le discours dominant, la France ne vit pas «au-dessus de ses moyens». La hausse de la dette publique **ne vient PAS d'une croissance excessive des dépenses** publiques.

L'audit citoyen de la dette publique, qui a été publié le 27 mai dernier, le prouve, chiffres à l'appui :

• l'augmentation de la dette de l'État, soit 79% de la dette publique, ne s'explique pas par l'augmentation des dépenses, dont la part dans le PIB a, au contraire, **diminué de 2%** en 30 ans.
• elle s'explique d'abord parce que l'État s'est systématiquement privé de recettes en exonérant d'impôts et de taxes les grandes entreprises et les ménages les plus aisés : en ces mêmes 30 dernières années, la multiplication de ces **cadeaux fiscaux** a fait **chuté de 5%** la part des recettes de l'État dans le PIB.
• elle s'explique ensuite parce que les **taux d'intérêts exigés par les marchés financiers** ont atteint des niveaux excessifs, notamment au cours des années 1990, à cause de la politique du "franc fort" pour préparer l'euro. Par effet "boule de neige", les conséquences de cette politique pèsent encore lourdement sur la dette actuelle.

Si l'État avait maintenu constante la part de ses recettes dans le PIB, la dette publique serait de **24% moins** élevée.

Si l'État, au lieu de se financer sur les marchés financiers avait emprunté directement auprès des ménages à un taux d'intérêt réel (compte tenu de l'inflation) de 2%, la dette publique serait de **29% moins** élevée.

Si l'État n'avait pas réduit ses recettes et choyé les marchés financiers, la dette publique en 2012, au lieu de s'élever à 90% du PIB aurait été de 43% du PIB.

Or, comme dans la plupart des pays européens, l'objectif prioritaire de la politique menée en France est encore la réduction des déficits et de la dette publique, et, au nom de cet impératif, le pacte "de responsabilité" implique une réduction supplémentaire de 50 milliards sur les dépenses publiques…

Dans La Grande Relève du mois dernier, «un citoyen de base» faisait part de ses «états d'âme». Forts compréhensibles et sans doute largement partagés, ces sentiments laissaient peu d'espoir à un retour à la lumière pour les citoyens sous influence des seuls "grands" médias, notamment de la presse écrite. Sans chercher à faire la promotion du journal l'Humanité en particulier, bien qu'il s'y réfère régulièrement, GUY EVRARD a néanmoins voulu saisir l'opportunité du lancement d'une nouvelle formule de ce quotidien pour soutenir que des journaux (et pas seulement la GR !) s'efforcent d'éclairer leurs lecteurs hors des avenues de la pensée unique.

De l'auberge libérale… à l'auberge espagnole

C'est ainsi. Dans le foisonnement des médias, si l'on veut bien abandonner un instant la connotation péjorative, souvent justifiée, attribuée à ces derniers, émergent parfois des contradictions salutaires. En avril dernier, le quotidien *l'Humanité*, célébrant le 110ème anniversaire de sa fondation par Jean Jaurès (combattant infatigable de la paix et du progrès social, dont on honore également cette année la mémoire, 100 ans après sa disparition, assassiné à la veille du déclenchement de la première guerre mondiale) offrait à ses lecteurs une nouvelle formule, ambitieuse, insistant sur la qualité de l'écrit, tout en se coulant dans les moyens modernes de communication. C'est à ce moment que parvenait à *la Grande Relève* l'article de Serge Bagu, intitulé *«On n'est pas sortis de l'auberge… libérale»*, qui laissait planer une certaine désespérance, à laquelle participe la presse aujourd'hui.

Certes, nous partageons l'analyse de Serge Bagu lorsqu'il décrit la désolation de la régression économique et sociale dans laquelle nous plonge le néolibéralisme conquérant, dont la construction européenne est devenue l'un des puissants rouages, servi en France avec toujours plus de docilité par les gouvernements qui se succèdent. Nous partageons ses inquiétudes sur ce qui est à venir avec les conséquences des négociations secrètes du projet de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis (TTIP ou TAFTA). Et nous ne contredisons pas davantage le rôle des «grands» médias, serviles dans l'enfumage des citoyens. *«L'auberge libérale»* est donc bien celle dont Serge a entrebâillé la porte, dans laquelle la liberté d'expression ne véhicule plus qu'une pensée unique, consumériste, concédant parfois la part du feu, seulement pour paraître crédible.

Pourtant il y a, par les chemins de traverse, des colonnes conquérantes qui tendent vers une autre auberge, riche celle-là de ce que les uns et les autres apportent de leurs différences, de leurs réflexions, de leurs analyses, de leurs luttes (une sorte «d'auberge espagnole», symbole peut-être d'une démocratie vivifiante) et l'espérance est encore de mise. Ces colonnes sont celles de la *Grande Relève*, du *Monde Diplomatique*, de *l'Humanité*, *Politis*, *Regards*, de certains blogs d'*Alternatives économiques*... et de quelques autres titres sans doute, même si tous ne figurent pas parmi les «grands» médias à la devanture des kiosques.

Évolution de *l'Humanité*

Pour la circonstance, nous nous limitons ici à l'exemple du journal *l'Humanité* qui revendique clairement de dépasser le statut d'organe du Parti Communiste Français (PCF), en s'ouvrant à tous ceux qui luttent contre le néolibéralisme, se mobilisent pour un monde plus juste et plus durable, et tiennent à en débattre. Patrick Le Hyaric, son directeur, prévient[1] : *«Les changements auxquels nous procédons (…) visent à permettre à toutes et tous, à gauche, dans la sphère syndicale ou politique,*

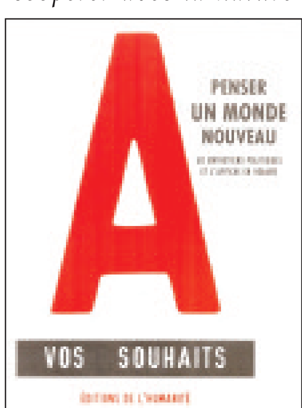
● ● ● *d'accéder à des informations, des savoirs, de la culture, des décryptages d'évènements qui stimulent leur réflexion personnelle et leur permettent ainsi d'être toujours mieux actrices et acteurs des indispensables transformations sociales, démocratiques et écologiques».*

Et Patric Le Hyaric va au-delà de nos «*chemins de traverse*» en intitulant «*Les chemins de l'émancipation*»[2] un avant-propos où l'on peut lire : «*Partout dans le monde, une multitude de penseurs produisent des idées, des réflexions, des analyses. L'Humanité ambitionne de les porter à la connaissance du plus grand nombre, convaincus que nous sommes que «la réalisation de l'humanité», selon les mots de Jean Jaurès, sera l'œuvre des peuples rassemblés qui s'en fixeront l'objectif ou ne sera pas*». On ne saurait être plus fidèle à l'éditorial fondateur du journal tel que le concevait Jean Jaurès[3] : «*C'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres le moyen de comprendre et de juger elles-mêmes les évènements du monde*».

L'avant-propos précédent introduisait le recueil de 50 contributions parues dans le quotidien au cours de l'été 2013 en appelant à «*Penser un monde nouveau*»[2]. Nous ne pouvons énumérer ici tous leurs auteurs «*intellectuels qui émettent une critique radicale du libéralisme*», mais leur qualité et la diversité de leurs disciplines assurent la richesse de la réflexion.

Quelques exemples.

Edgar Morin (sociologue) : «*L'idée de métamorphose dit qu'au fond tout doit changer*» ; Isabelle Stengers (philosophe) : «*La gauche a besoin de manière vitale que les gens pensent*»; Catherine Larrère (philosophe): «*Il faut sortir de l'idée du combat et apprendre à coopérer avec la nature*» ; André Tosel (philosophe) : «*Il se manifeste une multitude de résistances au capitalisme*» ; Louise Gaxie et Alain Obadia (syndicaliste et économiste) : «*Les rapports sociaux ne sont pas naturels, on peut les changer*» ; Elsa Dorlin (philosophe) : «*Le féminisme a pour ambition de révolutionner la société*» ; Bernard Friot (sociologue) : «*Le salariat, c'est la classe révolutionnaire en train de se construire*» ; Roland Gori (psychanalyste) : «*Il n'y aura pas d'émancipation politique sans émancipation culturelle*».



L'Humanité des débats

Cette rubrique constitue, depuis plusieurs années, un supplément (12 pages actuellement) inséré chaque semaine dans le numéro du quotidien daté vendredi-samedi-dimanche.



Elle nous emmène au cœur de la réflexion politique, sous ses aspects multiples (histoire, philosophie, sociologie, sciences de l'environnement et autres, économie, création artistique...). Nous nous y sommes souvent référés. Je ne prendrai que trois exemples, issus d'un même numéro d'avril, pour illustrer encore l'appel d'air que respire le journal. D'abord une table ronde, qui ouvre le supplément sur deux pages, sur le thème «*Peut-on réinventer la démocratie?*»[4], d'où l'on retient notamment, de la part de Catherine Colliot-Thélène (professeur de philosophie), ce propos d'actualité : «*Beaucoup ne vont pas voter. Tous n'ont pas pour autant l'impression d'être apolitiques (...). Ils ont un intérêt pour la chose publique. Selon moi, il faut plutôt penser la démocratie en termes de démocratisation et de (dé)démocratisation. Il n'y a pas un moment dans notre histoire où l'on pourrait considérer que la démocratie a été pleinement réalisée. La croissance actuelle des inégalités, à laquelle contribue le (dé)tricotage des services publics et des droits sociaux, marque une phase de (dé)démocratisation*».

Plus loin, Pierre Dardot (philosophe) et Christian Laval (sociologue), dans un entretien également sur deux pages intitulé «*Il est temps de libérer l'imagination pour construire l'alternative*»[5], à propos de leur ouvrage «*Commun*», en référence à la mise en clôture des terres communales à partir du XVème siècle, d'abord en Angleterre (les «*commons*»), suggèrent une stratégie : «*réorganiser la société autour du principe du commun c'est la réorganiser autour de ce qui n'est pas appropriable*».

Toujours dans le même numéro, alors que la nouvelle formule du journal fait ses premiers pas, on trouve dans le bloc-notes de Jean-Emmanuel Ducoin, intitulé «*Rotatives*»[6], un point de vue sur la presse écrite qui vient à l'appui du constat de Serge Bagu : «*Pour les libéraux de tout poil, c'est bien commode : (...) sitôt exprimée, une idée doit être déjà périmée, recyclée, pour le plus grand bonheur de ceux qui veulent maintenir à distance toutes les formes de résistances et de regards critiques*». Mais ici, on ne se résigne pas : «*Et alors ? Nous sommes (...) bien placés pour savoir qu'aucun*

journal (...) ne survivra s'il ne recrée un puissant désir chez son lecteur, au-delà du simple attachement politique et militant. Les journalistes doivent repartir à la recherche de cette dimension particulière (...) : la relation à l'autre et le rapport à la vérité, si chère à notre fondateur». Tout simplement parce que subsiste ici une idée qui n'a plus cours dans le monde marchand dans laquelle a sombré la "grande" presse, et c'est peut-être le plus rassurant pour Serge : «*N'en déplaise aux orthodoxes du monde marchand, le journalisme de presse écrite n'est pas devenu une langue morte. Les rotatives, certes moins triomphantes qu'avant, vont encore tourner longtemps, et des citoyens plus courageux que d'autres sans doute continueront de lire des mots imprimés sur du papier blanc*».

Motivations

La lecture de *l'Humanité des débats* peut ainsi être une source limpide et infinie d'optimisme où pointent de nouvelles idées qui fondent la réflexion et donnent envie de mettre son grain de sel. C'est peut-être ce qui a encouragé Stéphane Paoli, journaliste de référence à *France-Inter*, à inviter Patrick Le Hyaric et Marie-José Sirach (responsable de la rubrique culture) pour discuter de «*la nouvelle Humanité*» dans l'émission magazine 3 D[7] du dimanche (de 12h à 14h). Une émission qui réconcilie pour un temps avec les "grands" médias. D'entrée, Stéphane Paoli a ces mots qui ont dû surprendre ceux qui ne lisent jamais ce journal : «*Les pages culture de l'Huma sont parmi les meilleures de la presse française*». Des mots qui, bien sûr, vont droit au cœur de la responsable, mais Marie-José Sirach admet que «*c'est chaque jour un défit dans les conditions économiques actuelles*». Elle nous dit plus tard la volonté de la rédaction d'associer culture et savoirs, en abordant les sujets toujours en dehors de la voie marchande. Anticipant l'émission, un questionnement public «*en quête d'humanité*», sut trouver des réponses à «*échelle humaine*», sur la portée du mot «*humanité*» : on rencontre plus d'humanité «*chez les gens qui ont peut-être moins de choses matérielles à leur disposition et sont donc plus ouverts et plus accueillants aux autres*», mais l'humanité est mise en péril par «*la peur, l'envie, l'attrait du pouvoir, l'appât du gain*» et sans humanité «*on est seul et on ne peut rien*».

Prenant appui sur le même numéro de *l'Humanité des débats* cité plus haut , Stéphane Paoli s'interroge sur la construction d'une alternative : «*Comment trouver une solution à l'échelle planétaire pour concilier le développement de l'humanité et la sauvegarde de la nature ?*». Il montre alors de la curiosité pour le projet d'une société construite autour du «*Commun*», évoqué précédemment. Patrick le Hyaric rappelle que les 67 personnes les plus riches possèdent autant que la moitié de la population mondiale la plus pauvre[8]. Évoquant une crise de «*(dé)civilisation*», à laquelle «*il n'y a pas d'issue à partir de la surexploitation du travail manuel et du travail intellectuel, ni de la surexploitation de la nature*», il confirme qu'«*il faut une double révolution, anthropologique et écologique*», sinon l'humanité est effectivement menacée, pour conclure : «*La question est donc bien celle de la mise en commun des richesses*».

Et Marie-José Sirach souligne aussi cette dualité : alors que les marques s'emploient à «*privatiser notre imaginaire*», par exemple en scrutant, à leur insu, les réactions des clients dans les rayons des supermarchés ou des magasins face à leurs produits, «*la culture résiste, (...) les artistes racontent, inventent le monde, libèrent notre imaginaire*». Enfin, pour souligner la jonction entre culture et savoirs, que revendiquent les pages culturelles du journal, comment ne pas rapporter cette exclamation de Stéphane Paoli «*Ce qui n'est pas vendable doit être arrêté. C'est de la folie !*», qui a lu cet article, toujours dans le même numéro cité plus haut : «*Vers la fin des découvertes scientifiques*»[9]. Parce que, nous explique Jean-Marc Lévy-Leblond (physicien et critique de science), «*Nous entrons dans une période où la recherche fondamentale est menacée par la loi du marché qui s'impose à toutes les activités de création*».

Ce que me semble réussir ce journal, et peut-être un des seuls à y réussir, c'est à la fois à décrypter les causes et les mécanismes de la crise immense que traverse l'humanité à la surface de la Terre, sous l'emprise du néolibéralisme, et en même temps, en plaçant le lecteur au carrefour de multiples réflexions, à nous laisser ce sentiment que des solutions existent et que chacun peut contribuer à leur émergence.

Au terme de l'émission de *France-Inter*, une voix semblait partager, avec finesse et humour, l'énergie de *l'Huma* pour aller de l'avant, après déjà 110 ans de luttes, car «*le pessimiste se condamne à être spectateur*». J'ai cherché l'auteur : Goethe. Cette citation peut aussi être mise à toutes les sauces... libérales, mais à *France-Inter* ce jour-là, comme à *La Grande Relève*, il n'y a pas de confusion.

Guy EVRARD

Références documentaires :

1. Patrick Le Hyaric, 110 ans *d'Humanité*, dans *l'Humanité des débats*, 18, 19 et 20/4/2014, p. 4.
http://www.humanite.fr/110-ans-dhumanite520516?Id-Tis=XTC-FT08-ADFIDX-DD-8D1W-CVR

2. P. Le Hyaric, avant-propos à *Penser un monde*

• • •

nouveau, recueil de 50 entretiens parus dans *l'Humanité* au cours le l'été 2013, éd. de *l'Humanité*, déc. 2013.
3. Jean Jaurès, *Notre but*, dans *l'Humanité* n°1, lundi 18 avril 1904; repris dans *l'Humanité des débats*, 18, 19 et 20/4/2014, p. 32.
4. C. Colliot-Thélène, P. Musso et P. Rosanvallon, table ronde, *Peut-on réinventer la démocratie?*, dans *l'Humanité des débats*, 11, 12 et 13/4/2014, pp. 11-12.
5. P. Dardot et C.Laval, *Il est temps de libérer l'imagination pour construire l'alternative*, entretien réalisé par P. Chaillan, *l'Humanité des débats*, 11, 12 et 13/4/2014, pp. 16-17.
6. J.-E. Ducoin (bloc-notes), *Rotatives*, dans *l'Humanité des débats*, 11, 12 et 13/4/2014, p. 18.
7. http://www.humanite.fr/lhumanite-une-nouvelle-formule-en-3d-519601 http://www.franceinter.fr/emission-3d-le-journal-rechauffement-climatique-et-risque-de-conflits-et-lhumanite-nouvelle-formule
8. *Les 67 plus riches possèdent autant que les 3,5 milliards plus pauvres*, dans *l'Humanité.fr*, 10/4/2014. http://www.humanite.fr/les-67-plus-riches-possedent-autant-que-les-35-milliards-plus-pauvres
9. A.Musso, «*Vers la fin des découvertes scientifiques*», dans *l'Humanité des débats*, 11, 12 et 13/4/2014, pp. 27-28.

Mondialisation, mode d'emploi

Puisque *La Grande Relève* n'hésite pas à faire de la publicité, évidemment gratuite, pour d'autres journaux, bien plus prestigieux qu'elle, profitons-en pour faire l'éloge d'autres journaux qui aident à réfléchir. Il y a, par exemple, le mensuel *Le Monde Diplomatique* dont le titre fait croire à certains qu'il ne s'intéresse qu'aux "affaires étrangères" !

Les quatre feuilles centrales de son numéro de juin 2014 constituent un dossier intitulé *Les puissants redessinent le monde*. Dans son introduction, Serge Halimi (dont les éditoriaux sont toujours remarquables de concision et de pertinence) y montre comment s'y prennent les tenants de l'idéologie libérale, dont «*l'inventivité est sans limite*», pour mettre le monde au service des intérêts des multinationales : «*enrôler les tribunaux au service des actionnaires, ériger le secret en vertu progressiste et remettre la démocratie aux bons soins des lobbyistes*».

Il y a plus de vingt ans qu'a été entreprise cette mondialisation au bénéfice des plus gros. Il s'agit de l'installer par des traités dits de libre-échange, concoctés dans le plus grand secret, dont l'objectif est de "débarrasser" les multinationales de tout ce qui pourrait limiter leur possibilité de faire un maximum de bénéfice : des droits de douanes, des quotas, et autres "barrières" non tarifaires, telles que des formalités administratives, des normes techniques, des règlements d'ordre sanitaire ou phytosanitaire, ou même des lois sociales destinées à protéger les populations. Un premier essai de ce type d'accord avait été tenté à Doha dans le cadre de l'OMC. Il avait échoué, principalement sous l'effet de l'opposition de pays du tiers-monde sur les questions agricoles. Depuis, deux autres accords du même style avaient également échoué sous la pression des populations… quand elles les avaient découverts : ce sont l'AMI, cet accord multilatéral sur les investissements préparé dans le secret du palais de la Muette à Paris, et l'ACTA, un accord commercial anti-contrefaçon. Qu'à cela ne tienne, le projet actuel, désigné par TAFTA, ou bien GMT, ou PTCI, ou TTIP ou encore APT, en est une relance. Non seulement il tend à imposer certaines dispositions déjà rejetées, mais il en ajoute d'autres, pires encore, par exemple pour donner aux investisseurs les moyens juridiques de casser tout "obstacle" réglementaire ou législatif à leur commerce. Serge Halimi décrit le fonds idéologique et historique de cette volonté de mettre le monde au service des investisseurs et il décortique le discours trompeur qui la dissimule. Les journalistes Lori M.Wallach et Wolf Jacklein énumèrent respectivement dix menaces pour la population américaine et dix menaces pour les populations européennes que prépare ce traité. Benoît Bréville et Martine Bulard rappellent les procès que des multinationales intentent à des États pour, selon elles, «*faire valoir leurs droits*» et les sommes ahurissantes qu'elles obtiennent ainsi au nom de la "protection" de leurs investissements… et au détriment des populations.

M-L D

et voici deux citations qui permettent de bien comprendre ce qu'on entend par démocratie dans "l' Union" européenne :

«*Ce qui est en train de se passer est une révolution silencieuse – une révolution silencieuse vers une gouvernance économique plus forte.*
Les États membres ont accepté – et j'espère que c'est ainsi qu'ils l'ont entendu – que les institutions disposent désormais d'importantes prérogatives concernant la surveillance et le contrôle strict des finances publiques.»
Le Président de la Commission européenne, **JOSÉ-M. BARROSO**, à l'European University Institute, en Juin 2010,
cité par le Corporate Europe Observatory.

«*Le problème, c'est que, dans leur pays d'origine, les politiciens doivent obtenir des voix. Tandis qu'au sein de l'Union européenne, ils peuvent avoir une vision d'ensemble.*»
CAROLINE WALCOT,
secrétaire générale adjointe de l'*European Round Table of Industrialists*
(*cité par le Corporate Europe Observatory dans Europe Inc.*)

Pourquoi le président Hollande a-t-il une si faible cote de popularité ?
*— **Les Dessous de Bruxelles** répondent (sur internet) à cette question en proposant cette mise à jour de la célèbre tirade du candidat au cours de la campagne présidentielle :*

Moi, Président de la République…

• Moi Président de la République, je signerai des deux mains le traité budgétaire européen, qui justifiera a posteriori le renoncement à toute politique de “changement”.

• Moi Président de la République, je couperai dans les dépenses et services publics au nom de la rigueur budgétaire et j’exonérerai encore davantage les grandes entreprises de cotisations sociales au nom de la compétitivité.

• Moi Président de la République, je me garderai de taxer les riches - pour ne pas les “étrangler” - et augmenterai les taxes sur la consommation et la TVA, parce que la “compétitivité” fiscale vaut bien qu’on étrangle quelques pauvres.

• Moi Président de la République, je soutiendrai les propositions du MEDEF, au nom de la “flexibilité”, pour faciliter les licenciements, et faire prévaloir les accords particuliers sur le droit du travail.

• Moi Président de la République, je prendrai garde à ce que les groupes qui licencient en France puissent le faire en l’absence de toutes entraves, si ce n’est la signature d’accords peu engageants qu’ils seront libres de ne pas tenir (Mittal, PSA, etc...).

• Moi Président de la République, je demanderai à mon ami Didier Migaud de la Cour des comptes, d’agiter le chiffon rouge des déficits de l’assurance chômage et des caisses de retraites pour préparer le terrain à la remise en cause de la protection sociale et la financiarisation des retraites.

• Moi Président de la République, je persisterai et signerai dans la mise en ?uvre des projets écologiquement, socialement et économiquement contestés de Notre-dame-des-Landes et de la ligne à grande vitesse Lyon-Turin, au plus grand bénéfice du secteur privé et des potentats locaux.

• Moi Président de la République, je préparerai de nouvelles loi de décentralisation et une réforme de la fiscalité locale pour défiscaliser encore davantage les entreprises au nom de la compétitivité territoriale, au risque d’asphyxier financièrement collectivités locales et services publics.

• Moi Président de la République, je porterai le nombre d’expulsion de Roms à des niveaux records et n’organiserai pas de régularisation massive de sans-papiers, je ne contribuerai pas à l’égalité des droits en proposant le vote des étrangers aux élections locales.

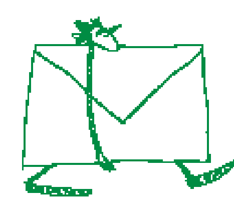
• Moi Président de la République, je placerai un proche à la tête du CSA, débaucherai des syndicalistes peu scrupuleux, et soutiendrai jusqu’au bout un Ministre accusé de fraude fiscale, malgré un conflit d’intérêt évident.

• Moi Président de la République, je ne ferai rien, si ce n’est de grands discours, pour empêcher l’évasion fiscale, quand bien même celle-ci représenterait de l’ordre de 80 millliards d’euros de recettes en moins dans le budget de l’Etat.

• Moi Président de la République, je prendrai soin de ne jamais bousculer les intérêts des banques, de ne pas séparer strictement leurs activités de dépôt et de spéculation, de ne pas encadrer les stocks options, les bonus des traders, les activités des banques dans les paradis fiscaux, ni les pratiques spéculatives les plus dommageables à l’économie.

• Moi Président de la République, je ferai insérer dans les programmes scolaires l’enseignement de entrepreneuriat dès le collège pour faire “aimer l’entreprise” aux enfants.

• En résumé, moi Président de la République, je m’appliquerai à rassurer les marchés financiers en appliquant les mêmes recettes que la Troïka impose dans les pays d’Europe du sud, et conduirai à ce titre une politique économique et sociale de droite, dans la droite ligne de celle de mon prédécesseur.



Je vous remercie de n'avoir pas tenu compte de mon retard d'abonnement et de m'avoir fait parvenir sans coupure les numéros du mensuel auquel je suis abonné depuis des lustres !
Les commémorations de 1914 et de 1944 m'ont incité à rechercher un panneau issu de la Société des Nations et qui chiffre les dépenses de la Première Guerre Mondiale. Les articles de la GR N°986 rappelait ces exactions mécanisées :
«La guerre a fait des progrès. C'est indéniable. Aujourd'hui elle tue mieux et plus rapidement. On constate cette évolution en comparant le chiffre des pertes de la guerre 1914-1918 à celui des pertes des huit grandes guerres des deux siècles précédents :

Guerre de sept ans (1756-1763) : 551.000 hommes
Guerres de la révolution (1791-1804) : 1,4 million de morts
Guerres de Napoléon ((1804-1814) : 1,7
Guerre de Crimée (1853-1856) : 785.000 morts
Guerre de l'Indépendance américaine (1775-1782) : 700.000
Guerre russo-japonaise (1904-1905) : 624.000
Guerres balkaniques (1912-1913) : 108.000
Guerre 1914-1918 : 10 millions
Guerre 1939-1945 : 50 millions de morts (dont 17,5 millions de militaires et 31,6 millions de civils, plus 250 millions de blessés)

Avec les 10.000 milliards de francs *(selon la SDN en 1921)* qu'a coûtés la guerre 1914-1918 *(qu'il faut multiplier par 1,035, selon l'INSEE, pour avoir l'équivalent en euros de 2010)*, on aurait pu fournir une villa meublée, avec jardin et dépendances à TOUTES les familles des pays en guerre, et construire dans toutes leurs villes de plus de 20.000 âmes un hôpital, une bibliothèque et une université. Et avoir, en plus, un fonds de réserve qui, placé à 5% aurait rapporté des annuités permettant de donner un traitement décent à 125.000 instituteurs ou professeurs et à 125.000 médecins et infirmières.»
Mais ces dépenses de guerre ont fait la richesse des Schneider, de Wendel, Krupp, Tissen, Dupont de neumours, etc, car le 22/12/45, on apprenait que les bombardements stratégiques des Alliés avaient laissé intacte la plupart des usines de guerre.
... et le revenu social reste toujours "utopique", cent ans après !
*Le **progrès commercial**, donc financier, est devenu la boussole politique s'opposant au **progrès social** (sécurité de vie, développement intellectuel, etc...) recherché par les lois de 1945 émanant du Conseil National de la Résistance en France et qui se démaille.*
Par quel moyen ?
— Il me semble que la piste comptable imposée à toute entreprise est restée trop discrète. C'est pourtant cette technique, fluctuante au fil des années, gérée par des acteurs privés (dernières normes IAS/IFRS) et rendues internationales, qui semble un élément déterminant par sa diffusion sans contrainte d'outrageantes inégalités.
Et que penser de la stupidité du Produit Intérieur Brut (PIB), ce mythe qui, entre autres, fait entrer les dégâts comme des recettes, et qui mène le monde et l'Europe depuis Maastricht?
— Silence partout sur ces éléments gestionnaires fondamentaux, qui me semblent sources de tous les conflits individuels et collectifs !

M. L. , Reims

Adieu l'emploi !

En 1993, alors que je commençais d'écrire mon ouvrage intitulé «Tant pis pour les Milliardaires», et après avoir lu l'ouvrage de Jérémy Rifkin «La fin du Travail», je diagnostiquais déjà pour le vingt et unième siècle, la présence sur terre de plus de 500 millions de chômeurs.
Jean-Pierre Mon, citant les conclusions de l'OIT, en compte 215 millions. Si l'on ajoute à ce chiffre tous les non inscrits, (ils sont très nombreux dans les pays en voie de développement), les fins de droits assistés et les arrangements arithmétiques des différents gouvernements, le chiffre que j'avançais est peut-être encore en dessous de la vérité.
Je pense que cet état de fait ne peut que s'amplifier avec le temps, surtout si l'on parle de «reprise sans création d'emplois».
En effet l'intervention humaine dans le domaine de la production sera, dans l'avenir, de moins en moins nécessaire. Considérant le travail comme une contrainte contre nature inventée par un génial capitaliste, j'ai tendance à me réjouir de sa disparition !
Cependant, le travail étant pour le prolétaire la seule possibilité de survie, on mesure l'ampleur et le danger de cette bombe à retardement!
La solution que je préconise est la suppression de la rémunération du travail, remplacée par la gratuité totale de tout ce qui est nécessaire à la vie en société dans le monde moderne. Mais cela est une autre histoire que je vous raconterai peut-être.

J.- P. G., par internet

***

Mon abonnement a touché à sa fin il y a plusieurs mois déjà et je vous remercie

du fond du coeur d'avoir continué à m'envoyer "la grande relève". C'est d'une rareté anticapitaliste violente !
Merci beaucoup à tous pour votre travail.
Kenavo

E.L., Plougasnou

***

Merci d'avoir, dans la GR de mai, signalé à vos lecteurs notre petit livre La coupe est pleine! *au moment où nous allons être submergé-e-s par la déferlante médiatique de la Coupe du monde de football au Brésil. Ce livre, heureusement, élève le débat et permet d'analyser les enjeux de ces grands événements.*
Édification de stades ou d'aéroports en un temps record, violations au grand jour des droits basiques des travailleurs, expulsions, manifestations, répression... que se cache-t-il derrière l'organisation des grands événements sportifs et quels en sont leurs impacts à long terme ? Depuis plus d'une année, une grande partie du peuple brésilien manifeste, malgré la répression policière, contre l'énormité des coûts de l'organisation de ce grand événement alors que plus de la moitié des Brésiliens (sur)vit sans accès à l'eau potable. Il y a quelques jours, plus de 500 leaders des Peuples Premiers brésiliens sont montés sur le toit du Parlement à Brasilia pour exprimer leur indignation. «La Coupe est pour qui? Elle n'est pas pour nous! — La Coupe, je n'en veux pas, je veux de l'argent pour l'éducation et la santé!», scandent inlassablement les manifestant-e-s.



À cela Michel Platini répond en demandant aux Brésiliens de se calmer au moins pendant un mois...
Et ils et elles ont de quoi être scandalisés! Car ce qui se passe au Brésil ...s'est déroulé point par point en Afrique du sud (Coupe du monde de foot de 2010), à l'occasion des Jeux olympiques de Londres 2012, de ceux de Pékin en 2008, des Jeux du Commonwealth à New Delhi en 2010! Et derrière ces méga événements se cache une doctrine néo-libérale de choc qui va laisser des traces dans les pays hôtes.
C'est pour cela que notre petit livre est fort utile pour non seulement faire le plein d'arguments mais aussi pour dire que nous ne pouvons plus rester silencieux et que non, même au nom du sport, tout n'est pas permis.

Julie, CETIM, Genève

On peur acheter ce livre en France et en Belgique pour 10 euros au Collectif des Éditeurs Indépendants, 37 rue de Moscou, 75008 Paris,
Tél. : 33 (1) 45 41 14 38.
Courriel : collectif.ei@gmail.com

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

<u>France</u>, *régime intérieur pour la Poste.* . . . . .23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . .25,45 euros.
TOM . . . . .29 euros.
<u>Régime international</u>, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, ...) . . . . .29,01 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . .27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,...) . . . . .29,81 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...) . . . . .30,38 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À ...... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° ....
VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM ....
IMMEUBLE ....
N° ET VOIE ....
CODE POSTAL ET COMMUNE ☐☐☐☐☐ ....

Je commande les ouvrages suivants : ....
....
....
J'envoie pour cela la somme de .... euros
par chèque ....
date signature



CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

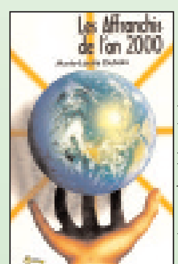
Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

• ***JACQUES DUBOIN***
Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

• ***ET SI ON CHANGEAIT ?***
Bande dessinée par J.Vignes-Elie (3,8 euros).



• ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***
Un roman de M-L Duboin qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

• ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***
l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer. (édition du Sextant, 240 pages,13 euros)



• D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
• *Épuisés sur papier, des textes sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple:*
• **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**
le texte d'une conférence d'André Prime.

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Allô ? Oui, la Grande Relève à l'appareil...

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)